

Au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun

Résultats de l'actualisation de la situation projetée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë

Publié le 02 Juillet 2026

Points saillants

- On estime à plus de 54,8 millions le nombre de personnes en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (Phase 3 ou plus) au Sahel, en Afrique de l'Ouest et au Cameroun durant la période Juin-Août 2026, dont plus de 3 millions en situation d'Urgence (Phase 4).
- On estime à plus de 10 000 le nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5) dans l'État de Borno au Nigéria.
- L'insécurité, les conflits, les déplacements forcés de population, les prix élevés des denrées alimentaires et la baisse des financements humanitaires demeurent les principaux facteurs aggravants.

Contexte de l'analyse

Les résultats définitifs de la campagne agricole 2025-2026, font état d'une production céréalière estimée à 80,4 millions de tonnes, soit une hausse de 4% par rapport à la campagne précédente et de 7% par rapport à la moyenne quinquennale. Concernant les racines et tubercules, la production régionale s'élève à 280 millions de tonnes, soit une augmentation de 2% par rapport à l'année dernière et de 7% comparée à la moyenne des cinq dernières années. Les productions des cultures de rente sont aussi en légère hausse, excepté celles du café, de l'arachide, du coton, du voandzou et du cacao, qui ont connu des baisses respectives de l'ordre de 13,5%, 11%, 10%, 2,5% et 1,7% par rapport à l'année dernière.

En juin 2026, La situation pastorale reste globalement satisfaisante grâce à la disponibilité résiduelle du fourrage et de l'eau. L'embonpoint est globalement passable à satisfaisant, mais avec des signes de fatigue dans les zones déficitaires. Toutefois, les feux de brousse, ayant affecté plus de 23,9 millions d'hectares, ainsi que la raréfaction des points d'eau dans certaines zones de concentration pastorale, demeurent préoccupants. L'insécurité, les restrictions de transhumance, les fermetures de frontières et les vols de bétail continuent de limiter la mobilité des troupeaux, notamment entre le Mali et la Mauritanie. Sur le plan zoonositaire, la situation reste globalement maîtrisée malgré la persistance de foyers localisés de maladies animales, dont la fièvre aphteuse, la pasteurellose et la PPR. Dans ce contexte, les perspectives de production fourragère demeurent incertaines dans certaines zones au regard des prévisions saisonnières.

Sur les marchés internationaux, les prix des produits alimentaires ont légèrement reculé en mai 2026 (-0,2 % par rapport à avril). Cette évolution reflète une hausse des prix des céréales et du sucre, compensée par une baisse des prix des huiles végétales et des produits laitiers. Les prix des céréales ont progressé de 2,6 % sur un mois et de 4,9 % sur un an, portés notamment par la hausse des prix du riz (+2,7 %) et de celui du blé qui est en augmentation pour le quatrième mois consécutif.

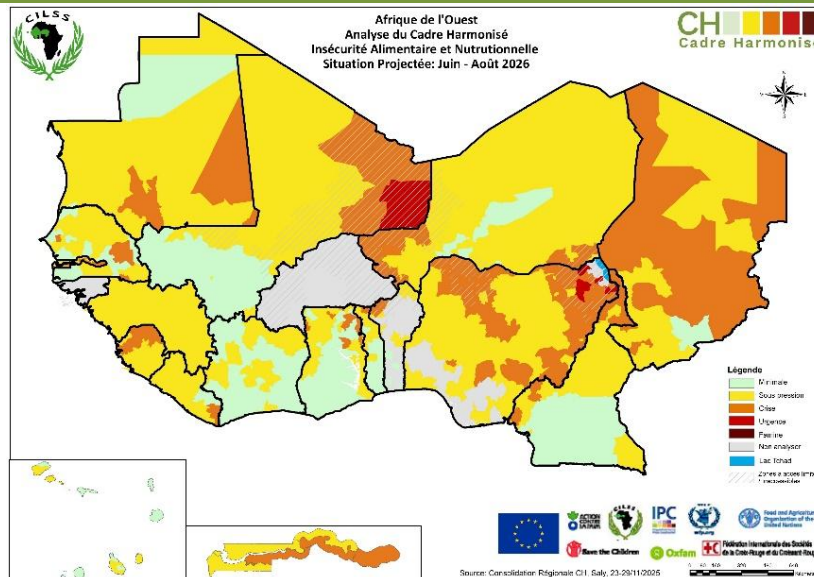
À l'entrée de la période de soudure, les marchés d'Afrique de l'Ouest et du Sahel restent globalement bien approvisionnés grâce aux bonnes récoltes de la dernière campagne et à des niveaux de stocks satisfaisants. Toutefois, les restrictions commerciales, notamment sur le bétail, ainsi que l'insécurité persistante continuent de perturber les échanges et les corridors commerciaux dans plusieurs zones du Sahel, du Nigéria et du Cameroun. Dans l'ensemble, le fonctionnement des marchés agricoles est satisfaisant, sauf dans les zones affectées par l'insécurité civile où les niveaux d'approvisionnement sont relativement plus faibles et les demandes des ménages plus fortes que d'habitude.

Les prix des denrées locales demeurent globalement inférieurs à ceux observés l'an dernier et proches de la moyenne quinquennale. Cette situation s'explique notamment par les bonnes disponibilités alimentaires issues de la dernière campagne agricole ainsi que par les mesures mises en œuvre par certains États, telles que les restrictions ou le contrôle des exportations de céréales, comme au Niger, qui ont contribué à renforcer l'approvisionnement des marchés domestiques et à limiter les tensions sur les prix. Toutefois, des hausses localisées sont observées dans les zones déficitaires ou affectées par l'insécurité. Les prix du bétail restent soutenus, favorisant une amélioration des termes de l'échange dans plusieurs zones agropastorales. Les prix alimentaires devraient atteindre leur pic durant la soudure avant de diminuer avec les nouvelles récoltes. Cependant, la hausse des coûts des carburants, du transport, des engrais et les incertitudes géopolitiques pourraient accentuer les tensions sur les marchés.

La situation nutritionnelle demeure très préoccupante dans la région. En effet, selon les récentes analyses IPC-AMN réalisées au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Nigéria et au Tchad, environ 11,3 millions d'enfants de 6 à 59 mois souffriraient de malnutrition aiguë, dont 3,2 millions de cas sévères. Le Nigéria concentre à lui seul plus de la moitié des cas de malnutrition aiguë chez les enfants de 6 à 59 mois (6,4 millions d'enfants). Par ailleurs, près de 1,4 million de femmes enceintes et allaitantes pourraient également être affectées par la malnutrition aiguë.



Cartographie de la situation actualisée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë durant la période Juin-Août 2026



Répartition des zones par phase de la situation projetée actualisée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë durant la période Juin-Août 2026

La situation projetée actualisée (Juin-Août 2026) concerne, au total, 1 151 zones réparties dans 16 pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Cameroun. L'actualisation de la situation projetée révèle que 10 zones sont classées en Urgence (Phase 4), 296 en Crise (Phase 3), 669 en Sous Pression (Phase 2) et 176 en Minimale (Phase 1). Aucune zone n'a été classée en Famine (Phase 5). A noter qu'il n'y a pas d'analyse valide de la situation projetée (Juin-Août 2026) pour le Burkina Faso et la Guinée Bissau.

Tableau 1 : Répartition des zones analysées par pays et par phase de sévérité

Pays	Situation projetée actualisée : Juin – Août 2025					
	Total Zones analysées	Nombre de zones par Phase				
		Ph 1	Ph 2	Ph 3	Ph 4	Ph 5
Bénin	21	11	8	2	0	0
Cabo Verde	22	14	8	0	0	0
Côte d'Ivoire	31	20	11	0	0	0
Gambie	8	0	5	3	0	0
Ghana	66	26	27	13	0	0
Guinée	7	0	7	0	0	0
Liberia	16	1	13	2	0	0
Mali	56	22	27	6	1	0
Mauritanie	55	3	42	10	0	0
Niger	79	7	54	18	0	0
Nigeria	564	0	369	186	9	0
Sierra Leone	16	0	11	5	0	0
Sénégal	46	22	21	3	0	0
Tchad	69	2	30	37	0	0
Togo	37	21	14	2	0	0
Cameroun	58	27	22	9	0	0
TOTAL	1 151	176	669	296	10	0



Répartition des populations par phase de la situation projetée actualisée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë durant la période Juin-Août 2026

Situation projetée actualisée (Juin-Août 2026)

L'actualisation de la situation projetée (Juin-Août 2026) révèle que, sur une population totale analysée de près de 442,6 millions de personnes, plus de 54,8 millions soit 12,4% sont classées en phase crise ou pire. L'insécurité alimentaire reste fortement concentrée dans quelques pays. Le Nigéria représente à lui seul près de 66 % des personnes en Phase 3 ou plus, avec 36,3 millions, suivi du Tchad (3,2 millions) du Cameroun (2,8 millions), et du Niger (2,4 millions). L'analyse révèle également que plus de 3 millions de personnes sont en urgence (Phase 4), dont environ 2 millions au Nigéria. En outre, on estime à plus de 10,000 le nombre de personnes en situation de Catastrophe (Phase 5) dans l'état de Borno, au Nord-est du Nigéria. Le tableau ci-dessous fournit plus de détails sur l'estimation des populations selon les phases de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë.

Tableau 2 : Répartition des populations estimées par pays et par phase de sévérité, en situation projetée (juin-août 2026)

Pays	Population analysée	Population en Phase 1	Population en Phase 2	Population en Phase 3	Population en Phase 4	Population en Phase 5	Population totale en Phase 3 à 5	Pourcentage population en phase 3 à 5
Bénin	2 771 518	2 099 442	470 850	191 775	9 451	-	201 226	7,3%
Cabo Verde	513 997	405 061	75 398	33 538	-	-	33 538	6,5%
Côte d'Ivoire	24 801 516	19 574 253	3 900 351	1 312 364	14 548	-	1 326 912	5,4%
Gambie	2 422 712	1 537 073	623 472	257 628	4 539	-	262 167	10,8%
Ghana	34 378 759	27 978 332	4 898 284	1 414 143	88 000	-	1 502 143	4,4%
Guinée	12 414 765	7 622 875	3 123 857	1 576 303	91 730	-	1 668 033	13,4%
Liberia	5 625 874	3 702 358	1 417 227	503 550	2 738	-	506 289	9,0%
Mali	25 568 962	19 878 962	4 129 811	1 503 535	56 654	-	1 560 189	6,1%
Mauritanie	5 323 969	3 487 372	1 336 508	486 196	13 893	-	500 089	9,4%
Niger	28 095 487	18 790 150	6 884 457	2 402 269	18 611	-	2 420 879	8,6%
Nigeria	217 933 705	81 346 297	100 297 469	34 207 553	2 072 109	10 277	36 289 939	16,7%
Sierra Leone	9 077 691	4 551 579	3 192 640	1 198 899	134 572	-	1 333 472	14,7%
Sénégal	19 575 062	15 299 341	3 438 934	811 852	24 934	-	836 786	4,3%
Tchad	18 171 281	10 153 964	4 840 432	2 936 284	240 601	-	3 176 885	17,5%
Togo	6 469 612	4 910 826	1 226 638	332 147	-	-	332 147	5,1%
Cameroun	29 414 763	20 345 243	6 212 280	2 607 682	249 559	-	2 857 241	9,7%
Total	442 559 674	241 683 130	146 068 610	51 775 720	3 021 938	10 277	54 807 935	12,4%

Analyse spécifique des réfugiés

La situation des réfugiés a été analysée dans deux pays de la région, à savoir le Tchad et la Mauritanie.

Analyse des réfugiés soudanais vivant au Tchad

Il est important de souligner que durant la session d'analyse du CH au Tchad, en sus de la population générale du pays, il a été procédé également à l'analyse des réfugiés soudanais vivant dans huit départements du Tchad : Dar Tama et Iriba (Wadi Fira), Wadi Hawar (Ennedi Est), Nya Pende (Logone Oriental), Assoungha et Ouara (Ouaddaï), Haraze Manguingne (Salamat) et Kimiti (Sila). Les résultats de cette analyse pour la situation projetée (juin-août 2026) sont présentés dans le tableau suivant (Tableau 3).

Tableau 3 : Répartition de l'estimation des réfugiés par phase de sévérité, en situation projetée (juin-août 2026) au Tchad

Personnes Réfugiées	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
Dar-Tama-Refugiés	145 839	39 377	43 752	36 460	26 251	-	62 711
Wadi hawar-Réfugiés	82 828	23 192	26 505	20 707	12 424	-	33 131
Iriba-Refugiés	57 327	20 638	20 064	14 332	2 293	-	16 625
Nya Pende-Réfugiés	77 650	20 966	27 178	21 742	7 765	-	29 507
Assoungha-Réfugiés	427 757	145 437	149 715	111 217	21 388	-	132 605
Ouara-Réfugiés	80 051	34 422	28 818	14 409	2 402	-	16 811
Haraze Manguingne-Réfugiés	10 599	3 180	3 286	2 968	1 166	-	4 134
Kimiti-Réfugiés	105 093	29 426	38 884	28 375	8 407	-	36 783
TOTAL	987 144	316 637	338 202	250 209	82 096	-	332 305

Analyse des réfugiés maliens vivant en Mauritanie

En Mauritanie, l'analyse du cycle d'Octobre/Novembre 2025 avait inclut les réfugiés maliens vivant dans le camp de Mberra dans la Moughata de Bassikounou et ceux installés au sein des communautés hôtes. Les résultats de cette analyse pour la situation projetée (juin-août 2026) sont rappelés dans le tableau suivant (Tableau 4).

Tableau 4 : Répartition de l'estimation des réfugiés par phase de sévérité, en situation projetée (juin-août 2026) en Mauritanie

Personnes Réfugiées	Population totale analysée	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Phase 3 à 5
Réfugiés Camp Mberra	121 759	29 222	46 268	30 440	15 829	-	46 268
Réfugiés Hors Camp	161 068	38 656	59 595	43 488	22 550	-	66 038
TOTAL	282 827	67 878	105 864	73 928	38 378	-	112 306

NB : Les chiffres d'estimation de population présentés au tableau 2 n'intègrent pas les réfugiés analysés au Tchad et en Mauritanie.



Principaux facteurs déterminants

Les principaux facteurs déterminants de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë sont :

Conflits et insécurité : les conflits armés persistants au Sahel et dans le bassin du lac Tchad perturbent la production — réduisant les surfaces cultivées, détruisant et pillant le bétail — et nuisent aux services de santé et de nutrition.

Déplacements forcés de population : l'insécurité a entraîné le déplacement forcé de près de 3 millions de personnes, mettant à rude épreuve les communautés d'accueil et limitant l'accès à l'eau, aux soins de santé et à une alimentation suffisante.

Prix élevés des denrées alimentaires : Les niveaux élevés des prix des denrées alimentaires continuent d'éroder le pouvoir d'achat des ménages, rendant les aliments nutritifs inaccessibles aux plus pauvres — une situation aggravée par la réduction des financements humanitaires.

Par ailleurs, les **tensions autour du détroit d'Ormuz** continuent d'alimenter la volatilité des prix mondiaux de l'énergie, qui se répercute rapidement sur les prix des carburants, des engrais et des principales denrées alimentaires dans plusieurs pays de la région qui dépendent des importations.



Méthodologie et difficultés de l'actualisation de la situation projetée

Les résultats présentés dans cette fiche couvrent tous les pays CH, à l'exception du Burkina Faso et de la Guinée Bissau. Aussi, dans le contexte de la nouvelle politique de rationalisation du dispositif CH, couplée aux restrictions budgétaires qui ont limité les ressources destinées aux analyses CH dans la région, il est important de souligner que seuls quatre pays ont réalisé des analyses CH durant le cycle de Février/Mars 2026 : trois pays ont conduit une nouvelle analyse avec une situation courante et une situation projetée (Gambie, Sénégal et Tchad) et le Nigéria qui a effectué une mise à jour de la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 pour neuf de ses états (Adamawa, Borno, Kaduna, Katsina, Kwara, Niger, Sokoto, Yobe et Zamfara). Pour les autres pays, c'est la situation projetée du cycle d'Octobre/Novembre 2025 qui a été reconduite (Bénin, Cabo Verde, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Sierra Leone et Togo). Les analyses nationales de la Gambie, du Sénégal, du Nigéria et du Tchad ont bénéficié de l'appui du Comité Technique du CH. Les résultats de ces analyses ont été également revus et validés puis consolidés par le Comité Technique du CH, conformément à la politique d'assurance qualité du CH.



Recommandations pour l'action et pour les analyses futures

Au vu des résultats de l'actualisation de la situation projetée de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë dans les pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest et du Cameroun les recommandations suivantes sont formulées à l'endroit des différentes parties prenantes, notamment les Etats, les Organisation Inter-Gouvernementales (CILSS, UEMOA, CEDEAO) et les Partenaires Techniques et Financiers :

1. **A court terme**, renforcer les programmes d'urgence pour apporter une assistance alimentaire immédiate aux populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle aiguë (phases 3 à 5) et une assistance nutritionnelle immédiate aux enfants de 6-59 mois et aux femmes enceintes et allaitantes souffrant de la malnutrition aiguë.
2. **A moyen terme** :
 - a. Soutenir les moyens d'existence et la résilience en intensifiant les actions de soutien à l'agriculture, à l'élevage et aux activités génératrices de revenus afin de réduire la vulnérabilité des ménages affectés.
 - b. Renforcer la mobilisation des ressources financières en faveur des systèmes d'information sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, tout en soutenant financièrement les actions de renforcement des capacités techniques des membres des Cellules Nationales d'Analyse du Cadre Harmonisé pour une meilleure maîtrise de l'outil CH.



Contacts

Dr Sy Martial TRAORE
Coordonnateur PRA-SAN
Secrétariat exécutif du CILSS
E-mail : martial.traore@cilss.int

Maman Williams MASSAOU
Chef Département SAN
Centre Régional AGRHYMET du CILSS
E-mail : massaoud.wiliams@cilss.int



Partenaires Techniques



Partenaires Financiers

